



Bilan – Région Lorraine

Population 2014 ¹	2,35 millions habitants		
Economie²			
PIB 2013	<i>Montant brut</i> 56 781 (en M €)	<i>Montant par hab.</i> 24 190 (en €)	<i>Évolution moyenne depuis 2000</i> -0,1%
Emploi 2013	<i>Niveau d'emploi</i> 828 623 emplois	-	<i>Évolution depuis 2000</i> -4,3%
Taux de chômage 2014	10,5%	-	-
Dépenses (2013)	<i>Montant brut</i> (en M €)	<i>Montant par hab.</i> (en €)	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Budget (dépenses réelles totales)	1 010 M €	430 €	+4,0%
Dépenses d'investissement (hors dette)	281 M €	120 €	+2,0%
Part des dépenses d'investissement hors dette dans les dépenses réelles totales (en %)			28%
Recettes (2013)	<i>Montant brut</i> (en M €)	<i>Montant par hab.</i> (en €)	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>
Recettes fiscales	443 M €	189 €	+0,5%
Dotations et subventions	428 M €	183 €	+12,9%
Part de la dotation globale de fonctionnement dans les recettes réelles totales (en %)			23%
Dette et financement (2013)	<i>Montant brut</i>	<i>Montant par hab.</i>	<i>Évolution depuis 2009 (en %)</i>

¹ Source : http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=99&ref_id=t_0401R

² Source : INSEE : PIB et emploi : http://www.insee.fr/fr/themes/detail.asp?reg_id=99&ref_id=pib-va-reg-base-2010 ; chômage : http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?ref_id=t_0707R

INSTITUT MONTAIGNE



	<i>(en M €)</i>	<i>(en €)</i>	
Encours de la dette	908 M €	387 €	+46,3%
Capacité de désendettement (dette/ épargne brute) (en années)			6,2 ans

Sources : INSEE ; compte administratif pour 2009 ; compte administratif pour 2013 ; www.dgcl.gouv.fr ; calculs du chiffréur.

Note : la population utilisée dans les indicateurs par habitants est celle recensée par l'INSEE. Elle diffère légèrement de la population utilisée par la Direction générale des collectivités locales qui opère des retraitements de nature administrative. En effet, les données de la DGCL intègrent notamment les populations qui ne sont pas nécessairement résidentes de manière permanente sur le territoire. Par exemple, la population DGCL ou population « légale » ajoute notamment à la population du recensement un habitant pour chaque résidence secondaire. En effet, les résidences secondaires peuvent occasionner un surcoût au niveau d'une collectivité et la DGF est donc répartie avec cette population « étendue ». (Pour plus d'informations, cf. le site de l'INSEE, et notamment : http://www.adeupa-brest.fr/system/files/publications/des_pop_legales_au_calcul_dgf.pdf, http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/default.asp?page=dossiers_web/population/recensement.htm et l'article R2151-1 du code général des collectivités territoriales)

Démographie, emploi, atouts économiques.....	3
Économie : structure et dynamiques.....	4
Territoire et infrastructures.....	5
Les dépenses.....	6
Les recettes.....	7
L'endettement.....	8



Démographie, emploi, atouts économiques

Un lourd héritage industriel

La Lorraine, qui présente la particularité d'être frontalière de trois pays (Belgique, Luxembourg et Allemagne) est une région relativement peuplée, avec 2,35 millions d'habitants en 2013. Le produit intérieur brut de la Lorraine atteint plus de 56 milliards d'euros en 2013, soit 24 190€ par habitant, ce qui en fait la deuxième région la plus pauvre en métropole, derrière la Franche-Comté et devançant seulement le Limousin. Le tissu économique de la Lorraine reste encore marqué par la forte prégnance de l'industrie. Le secteur secondaire représente en 2013 17% de la valeur ajoutée, soit 3 points de plus que la moyenne nationale, en dépit de la dynamique de restructurations industrielles qui a touché la région. La Lorraine a en effet été pendant longtemps le cœur de la sidérurgie française, l'exploitation des mines de fer et de charbon dans le nord des départements de la Meurthe-et-Moselle et de la Moselle contribuant au développement d'une industrie lourde importante. L'industrie textile des Vosges accentuait encore le profil très industriel de la Lorraine.

Le secteur tertiaire non marchand représente une part importante de l'activité, avec une contribution à 28% de la valeur ajoutée. Cette part importante, de cinq points supérieure à la moyenne nationale, traduit la présence importante des services administratifs en Lorraine, et en particulier des services de l'Etat, aussi bien à Metz qu'à Nancy, et des implantations de l'armée. Au même titre que les autres régions de l'Est de la France, la Lorraine était et reste encore, dans une moindre mesure, une « région de garnison ». La région a également bénéficié d'implantations nombreuses des services de l'Etat contribuant à la surreprésentation du secteur tertiaire non marchand dans l'économie locale.

Dégradation continue de la situation économique

La Lorraine est, avec la Franche-Comté, la région qui s'est le plus appauvrie ces dernières années. Entre 2000 et 2013, le produit intérieur brut par habitant s'est ainsi contracté en moyenne de 0,3% par an, pour atteindre 24 190€, tandis qu'il croissait en parallèle de 0,5% chaque année sur l'ensemble du territoire. L'écart de richesse s'est donc globalement accru entre les Lorrains et le reste des Français, en forte défaveur des premiers. L'analyse du PIB par emploi confirme cette dynamique. Cet indicateur, qui porte sur la richesse produite par la seule population active et qui mesure l'efficacité du système productif, n'a progressé que de 0,2% par an sur la période considérée, contre une hausse annuelle de 0,6% à l'échelle de la France entière.

C'est la détérioration de l'activité dans les services, dans le secteur de l'information et de la communication ainsi que dans les industries manufacturières qui a le plus contribué à la dégradation de la situation économique et à la baisse du PIB régional. L'écart négatif par rapport à la moyenne nationale dans le secteur des professions libérales et de l'activité scientifique témoigne également d'un déficit d'attractivité de la région Lorraine pour les emplois de conception et les emplois hautement qualifiés dans le secteur tertiaire.



Économie : structure et dynamiques

Une activité lourdement impactée par les restructurations industrielles

Région traditionnellement industrielle, en raison de la présence des bassins houillers du nord et des industries de transformation du minerai qui s'y sont installées, la Lorraine a été profondément touchée par le processus de désindustrialisation. La baisse des coûts du transport international de minerai, diminuant d'autant le coût des importations, et la concurrence de nouveaux pays dans le secteur de la métallurgie se sont traduites par une perte de compétitivité de l'industrie métallurgique lorraine et une restructuration importante de la filière. Certains pans de l'activité ont été abandonnés pour ne conserver que les parties de la chaîne de valeur présentant la plus haute valeur ajoutée et capables ainsi de s'appuyer sur la compétitivité hors prix face aux concurrents des pays émergents.

Ainsi, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée connaît un repli constant en Lorraine. Alors que le secteur secondaire représentait 22% de la valeur ajoutée régionale en 2000, cette part n'atteint plus que 17% aujourd'hui. L'emploi industriel a suivi cette dynamique, contribuant à la dégradation du marché de l'emploi en Lorraine.

Hausse continue du chômage depuis 2000

Alors qu'en 2000 la région connaissait un taux de chômage de 7,3% de la population active, plus faible que dans le reste de la France métropolitaine (8,2%), la situation s'est aujourd'hui inversée. Ainsi, en 2014, le chômage s'élève à 10,5% de la population active, soit au-dessus de la moyenne métropolitaine (9,8%). Sur la période 2000-2014, la Lorraine fait partie des régions qui ont connu l'augmentation du taux de chômage la plus importante, juste derrière la Franche-Comté et l'Alsace. De fait, il s'agit de la région de France métropolitaine où les destructions d'emploi ont été les plus nombreuses, l'emploi total ayant baissé de 4,3% entre 2000 et 2013.

Deux causes principales expliquent une telle dégradation de la situation sur le marché du travail. D'une part, les crises économiques des années 2000, en 2001 puis en 2008, ont fragilisé un secteur industriel dont la compétitivité était déjà mise à mal, contribuant à des destructions d'emploi dans le secteur secondaire. D'autre part, les réductions d'effectifs dans la fonction publique et le redimensionnement des armées (qui a lourdement touché les implantations de l'Est de la France) ont contracté l'emploi dans le secteur non marchand.



Territoire et infrastructures

Une situation géographique favorable

La Lorraine bénéficie d'une situation géographique favorable et porteuse d'opportunités de développement économique importantes. La région constitue en effet un axe de communication privilégié, du Luxembourg au nord au massif des Vosges au sud, le long du sillon mosellan traversant les agglomérations de Metz, Nancy et Epinal.

Les axes ouest-est font également la jonction entre le bassin parisien et Strasbourg et concentrent un trafic de marchandises important. En particulier, l'axe ferroviaire de la ligne à grande vitesse reliant Paris à Strasbourg a permis de raccourcir les temps de trajet entre l'Île-de-France et la Lorraine. Si les retombées économiques de la ligne TGV sont difficiles à évaluer, il n'en demeure pas moins que sa construction contribue à l'aménagement du territoire et au désenclavement de certains territoires.

L'emploi frontalier : une véritable opportunité pour les travailleurs lorrains

Par ailleurs, la situation frontalière de la Lorraine constitue un atout pour son développement économique. Juxtant à la fois la Belgique, le Luxembourg et l'Allemagne, la Lorraine abrite un nombre important de travailleurs transfrontaliers. Près de 100 000 Lorrains passent chaque jour la frontière pour se rendre sur leur lieu de travail, principalement au Luxembourg (75 000), et dans une moindre mesure en Allemagne (20 000).

Ces travailleurs bénéficient de conditions salariales plus favorables qu'en Lorraine : en moyenne, les Lorrains sont payés 11% de moins que les autres Français, 17% de moins que les Wallons de Belgique, 40% de moins que les Sarrois d'Allemagne et 70% de moins que les Luxembourgeois. Dans ce contexte, l'attractivité des pays frontaliers est forte, et permet de compenser l'accentuation du déficit d'emploi en Lorraine.

Une région fortement intégrée à l'espace européen

Enfin, la Lorraine peut valoriser sa vocation de « région européenne ». Sa position frontalière avec trois pays de l'Union européenne et sa situation géographique dans le cœur historique de l'UE sont porteuses d'opportunités. A ce titre, la Grand Région, région européenne à cheval sur la France, la Belgique (Wallonie), le Luxembourg et l'Allemagne (Sarre et Rhénanie Palatinat), est un espace bien intégré, maillé par un réseau de communication dense et dont le PIB agrégé atteint 318 Md€.

La Grand Région s'est dotée d'une structure institutionnelle, composée d'un Sommet de la Grand Région et d'un Secrétariat, tous deux chargés de mettre en œuvre des actions concourant à davantage d'intégration. Les représentants de la Grande Région ont ainsi mené des initiatives dans le domaine des transports, du marché du travail ou encore dans la coopération scientifique et universitaire. La région Lorraine peut bénéficier de la coopération avec ces régions, plus riches et dans une situation économique plus favorable.



Les dépenses

Des dépenses maîtrisées, à contre-courant des tendances nationales

Les dépenses de la région Lorraine sont relativement contenues par rapport à celles des autres régions françaises. En effet, entre 2009 et 2013, elles n'ont augmenté que de 4%, pour atteindre 1,01 milliard d'euros, alors qu'en moyenne les dépenses des régions françaises augmentent dans le même temps de 5%. L'effort financier consenti pour chaque administré lorrain est lui aussi contenu, augmentant dans des proportions équivalentes à celle des dépenses totales pour s'établir à 419€ par habitant en 2013, contre 404€ en 2009.

La Lorraine se distingue des autres régions françaises par une évolution inverse des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement. Alors que les dépenses de fonctionnement ont généralement tiré à la hausse les dépenses des régions, celles-ci gagnant +10% sur la période considérée, elles apparaissent beaucoup plus contenues en Lorraine où leur augmentation n'est que de +3%, se traduisant par une quasi stabilité, de 665 M€ en 2009 à 684 M€ en 2013.

Un endettement élevé qui pénalise l'investissement.

A l'échelle nationale, les régions ont eu tendance à limiter leurs dépenses d'investissement face à la réduction de leurs moyens financiers, conduisant à un repli de la dépense totale d'investissement. En Lorraine, à l'inverse, les dépenses d'investissement – incluant les dépenses liées au remboursement de la dette – sont en nette hausse, de +8%, et s'élèvent à 326 M€. Les dépenses de subventions ont fortement augmenté, de +20% entre 2009 et 2013, à un niveau de 203 M€. Le remboursement du capital de la dette a crû encore plus vite, passant de 27 M€ à 45 M€ (+65%). Les dépenses d'amortissement de la dette constituant des dépenses contraintes, et récurrentes jusqu'au remboursement total, il en résulte pour la région Lorraine des marges de manœuvre très limitées en matière d'investissement dans les équipements. De fait, ceux-ci connaissent une contraction très marquée, de -57%, diminuant ainsi de 96 M€ à 41 M€.

Des coupes drastiques dans certains secteurs d'intervention

L'augmentation limitée des dépenses se traduit d'un point de vue sectoriel par des évolutions très inégales entre secteurs d'intervention, reflétant les priorités de l'exécutif lorrain. Il n'a en effet consenti à un effort important en dépenses que dans le seul secteur de la culture, du sport et des loisirs : ces dépenses ont progressé de 26% entre 2009 et 2014, pour des montants toutefois raisonnables (+7 M€, à 32M€) compte tenu de la part limitée de ces dépenses dans les dépenses totales de la région (3% du total).

En revanche, certains secteurs ont subi des coupes drastiques. C'est notamment le cas de l'aménagement du territoire, dont les moyens entre 2009 et 2014 se sont contractés de -42%, passant de 70 M€ à 41 M€. De même, les dépenses du secteur de la formation professionnelle et de l'apprentissage baissent de -12%, soit une diminution de 25 M€ sur la période, pour atteindre 172 M€.



Les recettes

La Lorraine est confrontée à la stagnation de ses recettes. Entre 2009 et 2013, elles n'ont augmenté que de 1%, à 974 M€, quand elles progressent en moyenne de 5% dans les autres régions françaises.

Stagnation du rendement de la fiscalité

Les recettes fiscales sont quasiment stables en Lorraine, alors qu'elles croissent de 5% pour la moyenne des régions françaises. La réforme de la fiscalité locale, qui modifie la structure des impôts locaux et la répartition des ressources fiscales aux différents niveaux de collectivités, a pour conséquence de limiter les recettes fiscales directes des régions à la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) et à l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER), auxquelles s'ajoutent les impositions indirectes de la taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques (TICPE) et la taxe sur les cartes grises.

Dans le contexte de crise économique actuelle, qui touche particulièrement la région Lorraine, les assiettes fiscales associées sont peu dynamiques. Le rendement des impositions affectées à la collectivité s'en trouve limité. Les recettes fiscales n'ont ainsi progressé que de 441 M€ à 443 M€ sur la période.

Important relèvement de la taxe sur les cartes grises

On observe sur le même temps un relèvement important de la fiscalité sur laquelle l'exécutif régional conserve des marges de manœuvre. En effet, les ressources fiscales directes – désormais constituées par la CVAE et l'IFER – s'inscrivent en très forte baisse de -15% entre 2009 et 2013, soit un rendement inférieur de 28 M€ entre ces deux dates. Face à cela, pour maintenir le niveau des recettes fiscales, l'exécutif s'est trouvé contraint de relever la fiscalité sur les cartes grises, dont le rendement augmente ainsi de 17% sur la période, à 76 M€.

Une capacité d'emprunt limitée, en partie compensée par la hausse des dotations

Les limites du levier fiscal sont pour partie compensées par certaines ressources non fiscales. Les subventions de l'Etat augmentent ainsi très nettement, de +13%, soit quatre fois plus rapidement que pour la moyenne des régions françaises.

En revanche, la Lorraine voit ses capacités de recours à l'emprunt limitées. Face à la hausse de son endettement, la région s'est trouvée contrainte de réagir et de limiter la mobilisation de financements nouveaux sur les marchés afin de maintenir une trajectoire financière viable. Dès lors, le volume des emprunts a été divisé par deux, passant de 140 M€ en 2009 à 70 M€ en 2013 et réduisant donc très fortement les ressources à la disposition de l'exécutif régional.



L'endettement

Un endettement en très forte hausse

La dette de la région Lorraine a très fortement augmenté ces dernières années. Elle est ainsi passée de 621 M€ en 2009 à 908 M€ en 2013, soit une augmentation de +46%. Cette augmentation est supérieure de plus de 15 points à l'évolution moyenne de la dette des collectivités régionales en France et traduit une très forte propension de la Lorraine à se financer par l'emprunt ces dernières années.

En raison de la hausse importante de l'encours de dette, l'effort de remboursement annuel du capital de dette s'est accru pour la Lorraine. Alors qu'en 2007, 27 M€ y étaient consacrés, ce sont 45 M€ qui sont mobilisés à cet effet en 2013, soit une hausse de +65%, près de 5% des dépenses de la collectivité. Ces dépenses récurrentes et contraintes représentent une charge importante pour la région Lorraine et réduisent d'autant ses marges de manœuvre dans d'autres secteurs de dépenses, notamment pour les politiques publiques régionales.

Un coût de l'emprunt élevé, malgré la baisse globale des taux

L'augmentation du stock de dette s'est également traduite par des charges d'intérêts croissantes. Celles-ci ont progressé plus rapidement que le stock lui-même, de +53% entre 2009 et 2013, de 14 M€ à 21 M€. Cette hausse plus que proportionnelle des intérêts est notamment la conséquence de la dégradation du profil de risque de la Lorraine.

Le contexte global de taux bas observé ces dernières années, qui permet à l'Etat d'emprunter à des planchers de taux historiques, a également profité aux autres niveaux de collectivités, améliorant leurs conditions d'emprunt et le coût de leur financement. Or, en Lorraine, en dépit de l'état des marchés, les conditions d'emprunt sont moins favorables qu'en 2009, en raison notamment de la dégradation du profil de risque qui conduit les prêteurs à exiger un taux d'intérêt plus élevé.

Une dégradation de la capacité de désendettement

La capacité de désendettement de la région s'est dégradée. En Lorraine, elle est ainsi passée de 5,3 années en 2009 à 6,2 années en 2013, parmi les plus élevées de France. Cette évolution est toutefois contenue par une hausse de l'épargne brute de 24%, résultat de l'effort fait pour améliorer les recettes de gestion et en limiter les dépenses. A épargne brute inchangée entre 2009 et 2013, la capacité de désendettement se serait élevée à 7,4 années.